



Le service de veille de l'ANCT vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2021 !



► Coopérations entre métropoles et territoires environnants : quels facteurs de réussite ? Résultats de la Fabrique Prospective

ANCT ; Annabelle Boutet ; Cécile Altaber. Janvier 2021. 24 p.
Collection Comprendre

Le CGET/l'ANCT a initié, avec France urbaine et l'AdCF, une fabrique prospective réunissant les métropoles de Brest, Nantes, Rouen, Toulouse et leurs territoires environnants afin de les appuyer dans l'anticipation de coopérations interterritoriales.

Les travaux des acteurs de l'ensemble de ces territoires ont permis à la fois de concrétiser la plus-value de la coopération territoriale pour répondre à des enjeux d'échelles, de filières ou encore de mutualisation et d'identifier six facteurs de réussite illustrés dans cette publication par des exemples d'action : la connaissance des dynamiques interterritoriales, le partage d'une vision stratégique des coopérations, la mise en place d'espaces de gouvernance adaptés, l'allocation ou le partage de « compétences métiers », la définition de financements spécifiques et l'évolution du cadre juridique.

Action Cœur de Ville

► L'atout Cœur de ville. Rencontres ACV 2020

Banque des territoires, Villes de France

Localtis-Mag, n°2, décembre 2020. 56 p.

En 2020, la crise a renforcé l'intérêt des Français pour les villes moyennes : la ville à «taille humaine» est de plus en plus désirable. Les enjeux restent importants : mutation du commerce, adaptation de l'habitat, évolution des mobilités, sobriété énergétique, entre autres. Les villes moyennes pourraient aussi avoir une carte à jouer pour accueillir les industries que le plan de relance appelle à relocaliser.

A retrouver dans ce numéro, plusieurs interviews donnés à Localtis :

- ▶ Caroline Cayeux (Beauvais) : malgré la crise, les prémices d'une nouvelle attractivité
- ▶ Jérôme Fourquet (Ifop) : "La tendance porteuse des grandes métropoles est sans doute derrière nous"
- ▶ Jean-François Debat (Bourg-en-Bresse) : "Je préfère être à une heure de Lyon qu'à une heure de nulle part"
- ▶ Frédérique Macarez (Saint-Quentin) : "J'ai l'impression que l'on retrouve un sentiment de fierté qui était peut-être perdu"
- ▶ Frédéric Chéreau (Douai) : "Un centre-ville peuplé permet de résoudre les problèmes des commerces"
- ▶ Jérôme Baloge (Niort) : "Les friches affichent un réel potentiel pour contrecarrer l'étalement urbain"

Action territoriale

▶ **Après la décentralisation : 15 propositions pour refonder l'action territoriale**

Daniel Béhar et Aurélien Delpirou

Terra Nova, janvier 2021. 66 p.

Ce rapport invite à se situer « après la décentralisation » autant d'un point de vue stratégique que chronologique. Il n'est plus temps de lancer un « nouvel acte » de décentralisation. Non parce que notre organisation territoriale serait sans défaut, loin de là ; elle fait d'ailleurs l'objet de remises en cause aussi récurrentes que familières. Mais parce qu'il est précisément vain de penser, comme le montre le présent rapport, qu'on pourrait trouver un nouvel équilibre territorial satisfaisant en cherchant à contenir nos espaces de vie dans un seul périmètre, gouverné par une seule autorité, dotée de compétences exclusives.

Anthropocène

▶ **Vivre dans le monde anthropocène nous oblige à réinventer nos territoires**

Grand entretien avec Stéphane Cordobes

Horizons publics, n° 17. pp.21-27

Géographe et philosophe, Stéphane Cordobes dirige des enquêtes prospectives dans les territoires confrontés à l'entrée dans le monde anthropocène. Ses approches expérimentales relèvent de la recherche-action et intègrent la dimension sensible par sa pratique documentaire de la photographie. Il est chercheur-associé à l'École urbaine de Lyon (EUL), dirigée par le géographe et penseur Michel Lussault et conseiller expert au sein de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT). Il est également membre de la commission du « parlement de Loire » portée par le POLAU qui œuvre à l'édification d'une première assemblée politique interspécifique. Il défend l'idée selon laquelle la bifurcation écologique que doivent engager les territoires et leurs habitants relève autant d'un projet politique que d'une réinvention culturelle.

Centre ville

► Les cœurs de ville. Des leviers pour leur revitalisation

AURAV (Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse), septembre 2020. 146 p.

L'attractivité et la revitalisation des cœurs de villes dépendent d'une stratégie globale qui traite des questions d'habitat, d'espace public, de stationnement, de commerce, d'accessibilité, d'animation...

Ce guide vise à appuyer les politiques publiques menées pour la reconquête des centres et présente, sous forme de fiches, une série d'actions et leurs modalités de mise en œuvre.

Démographie

► Le dynamisme démographique faiblit entre 2013 et 2018, avec la dégradation du solde naturel

Insee, Vincent Vallès

***Insee Focus*, n° 221, décembre 2020**

Au 1^{er} janvier 2018, 66 733 000 personnes vivent en France hors Mayotte, soit une croissance moyenne de 0,4 % par an depuis 2013. Le dynamisme démographique faiblit, car le solde naturel se dégrade dans presque toutes les régions. Entre 2013 et 2018, la population baisse en Martinique et Guadeloupe ; elle est relativement stable dans cinq autres régions et s'accroît ailleurs. De plus en plus de départements ont une population en baisse. En particulier, à Paris, en Dordogne et dans le Territoire de Belfort, la population diminue désormais. Les aires d'attraction des villes de 700 000 habitants ou plus sont les plus dynamiques, en particulier celles de Bordeaux, Nantes, Montpellier, Toulouse et Rennes. Elles cumulent le plus souvent excédent naturel et migratoire. À l'opposé, les baisses se concentrent dans les aires de moins de 50 000 habitants. Au sein des aires, la population des couronnes croît souvent plus rapidement que celle des pôles grâce à l'installation de nouveaux habitants.

Développement territorial

► Projet de territoire. Ambition, méthodes, pratiques

ADCF, ADGCF et le Club prospective des intercommunalités, décembre 2020. 55 p.

L'AdCF publie une nouvelle étude consacrée aux projets de territoire, documents supports des futurs contrats de relance et de transition écologique (CRTE). Réalisée en partenariat avec l'ADGCF et le Club prospective des intercommunalités, elle repose sur une enquête conduite auprès de 150 communautés et métropoles ainsi qu'un certain nombre d'entretiens ciblés. Motivations, priorités, méthodes de construction, modes de restitution... sont analysés dans ce document.

L'étude met en exergue les différentes manières d'associer les élus, les parties prenantes du territoire (société civile organisée), les citoyens eux-mêmes, à la démarche. Les modes d'écriture varient selon les cas, en fonction des différentes générations de projets de territoires (certaines intercommunalités réalisant leur premier document de ce type quand d'autres en sont à leur quatrième génération). Refonder la contractualisation sur le fondement des projets de territoires est une ambition portée depuis de nombreuses années par l'AdCF. 2021 sera-t-elle l'année de la consécration ? Les feux semblent passer au vert.

► L'étude

► Le dossier **Projet de territoire d'Intercommunalités**, janvier 2021

► Dynamiques collectives de transitions dans les territoires

Le Labo de l'ESS, décembre 2020. 118 p.

S'il existe bien de nombreuses dynamiques collectives de transitions dans les territoires, elles restent encore dispersées, fragmentées et manquent de synergies. Cette étude-action a permis de faire dialoguer une grande diversité d'initiatives (PTCE, clusters d'entreprises, expérimentations territoires zéro chômeur, tiers lieux, projets alimentaires territoriaux, pôles de compétitivité...) de manière à capitaliser la richesse de leurs expériences pour comprendre les leviers indispensables à leur développement et favoriser leur essaimage. Elle débouche sur de nombreuses propositions concrètes à destination des acteurs de terrain, des pouvoirs publics et des partenaires financeurs. Elles sont organisées autour des 2 axes suivants : apporter un soutien financier adapté ; porter et outiller la co-construction territoriale.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

Une carte un focus

► Les Fabriques de territoire



Associé à la démarche des tiers-lieux, l'appel à manifestation d'intérêt Fabriques de territoire vise : à favoriser le plus possible le maillage des territoires en tiers-lieux ; donner les moyens aux tiers-lieux de diversifier leurs revenus en développant des services d'intérêt général déclinés en fonction des besoins des territoires ; faciliter la professionnalisation et l'organisation des réseaux de tiers-lieux ; impliquer des partenaires publics et privés autour de ce programme en proposant un cadre d'intervention et des outils mutualisés.

► [Télécharger la carte en haute définition](#)
► [En savoir plus sur les Fabriques du territoire](#)

Numérique

► Pour une politique publique de la donnée

Éric Bothorel. Mission confiée par le Premier ministre. Décembre 2020. 216 p.

La France a besoin de plus d'ouverture, sous toutes ses formes, ouverture des données publiques (open data), mais aussi partage et accès sécurisé aux données sensibles. La France s'est placée à l'avant-garde européenne de la politique de la donnée et des codes sources depuis 2013, mais l'avance acquise est fragile, alors que le potentiel de connaissance et d'innovation dans ce domaine est immense. Ce rapport propose des réformes ambitieuses pour participer aux transformations en cours au niveau européen, et aussi un grand nombre de mesures qui sont des actions réalisables sous un an, pouvant avoir des effets importants pour l'avenir. Parmi les recommandations, la mission propose de confier à l'ANCT une mission d'accompagnement des collectivités territoriales dans la publication des données et des codes sources via des programmes cofinancés entre État et régions.

► Big data dans les territoires : comment garder la main ?

Horizons publics, n° 18, nov-déc. 2020. pp. 30-85

Depuis toujours les administrations produisent et gèrent de la donnée. Mais depuis quelques années elles font face, comme la société tout entière, à une véritable révolution de la data. D'un côté, le volume des données produites ou disponibles croît de façon exponentielle. De l'autre, les usages changent et de nouveaux outils envahissent la sphère publique : plateformes de publication, datavisualisation, algorithmes d'aide à la décision, parfois même dotés d'intelligence artificielle. Les collectivités territoriales s'organisent. L'idée d'une «fonction data» émerge, d'abord dans quelques métropoles pionnières, maintenant dans des territoires de toutes tailles.

► Boîte à outils pour la gestion des données territoriales

Banque des territoires, janvier 2021

Avec l'accélération de la numérisation de l'économie et de la société, de plus en plus de données sont créées dans les territoires. Elles proviennent de sources diverses (système d'information de la collectivités ou d'un délégataire, objets connectés, relevés GPS...) et sont produites par une multitude d'acteurs (les collectivités, les acteurs privés, les citoyens...). Ces données représentent une source d'information essentielle et incontournable pour la connaissance des territoires et le pilotage des politiques publiques. Pour accompagner les collectivités territoriales dans la gestion de leurs données, la Banque des Territoires met à disposition une boîte à outils composée d'un guide à destination des décideurs locaux, d'un guide des bonnes pratiques contractuelles et d'une cartographie des ensembles de données.

► Le digilocalisme, une réponse aux géants du numérique ?

Myriam Ertz

***The Conversation (Canada)*, 5 janvier 2021**

La pandémie a fait émerger des plates-formes comme Le Panier Bleu ou Ma Zone Québec, pour promouvoir et favoriser l'achat local. Les auteurs nous font découvrir comment les technologies numériques ont non seulement fait naître différents types de plates-formes d'échanges, mais elles ont transformé notre façon de consommer en nous donnant un rôle plus actif. Cependant, des plates-formes plus locales, visant à soutenir l'économie d'un pays ou d'une région, peuvent-elles faire concurrence aux géants du secteur? Oui, disent les chercheurs, à condition de savoir se faufiler dans des segments de clientèles ou de marché qui ne sont pas déjà desservis par des méga-plateformes.

► Pour un numérique soutenable

Arcep, 15 décembre 2020. 130 p.

Le 11 juin 2020, l'Arcep a lancé une plateforme de travail : « pour un numérique soutenable », appelant associations, institutions, opérateurs, entreprises du numérique, personnalités intéressées à y contribuer. Après un semestre ponctué de cinq ateliers thématiques et deux « grandes discussions », l'Arcep publie un rapport d'étape, fruit de ces échanges, et alimenté par 42 contributions écrites d'acteurs participants. Dans ce rapport, le régulateur formule 11 propositions pour conjuguer développement des usages et réduction de l'empreinte environnementale du numérique.

► [Le rapport](#)

Politique de la ville

► L'articulation entre le renouvellement urbain et la politique de la ville (actes vidéo)

Centre de ressources Ville au Carré

Cycle Les Matinales des élue.s, #2, décembre 2020. 49 mn

Laurence Dini, géographe-urbaniste, a animé cette Matinale des élu-es avec l'objectif de montrer que les projets de renouvellement urbain peuvent être l'occasion d'agir en profondeur sur certaines inégalités ou difficultés sociales. Par exemple, les problématiques liées à la mixité fonctionnelle et de l'habitat, au désenclavement des quartiers, à l'amélioration du cadre de vie sont centrales dans les projets de renouvellement urbain. Comment trouver des solutions qui répondent aux enjeux de renouvellement urbain tout en tenant compte des aspirations des habitants et des difficultés auxquelles ils sont confrontés.

► L'engagement dans les quartiers populaires. Formes et modalités des initiatives des jeunes

Injep. Numéro coordonné par Sophia Arouche, Laurent Lardeux, Jonathan Stebig, Clemens Zobel

Cahiers de l'action, n° 56, 2020/2 (mis en ligne décembre 2020). 88 p.

Dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville où les institutions politiques accusent un important déficit de confiance, d'autres modalités de participation émergent et permettent de réduire en partie la distance souvent constatée, plus rarement surmontée, entre citoyens et élus. La connaissance des formes d'engagement et de participation des jeunes, des plus conventionnelles aux plus protestataires, s'impose alors comme un enjeu majeur pour définir de nouvelles modalités d'implication dans le débat public. Ce numéro des Cahiers de l'action vise précisément à mieux faire connaître et reconnaître la variété des initiatives des jeunes engagés sur ces territoires, mais aussi à donner la parole aux acteurs de terrain directement impliqués dans ces réflexions. Il invite à recueillir, au plus près des réalités des terrains, des pratiques d'engagement, d'une part, et des outils de réflexion sur les initiatives engagées, d'autre part ; l'enjeu central étant de rompre avec certaines analyses considérées parfois comme « illégitimes » ou à l'inverse « surplombantes ».

► Expériences du confinement de jeunes de quartiers populaires franciliens

Jeanne Demoulin & Collectif Pop-Part

Métropolitiques, janvier 2021

Comment les jeunes des quartiers populaires ont-ils fait l'expérience du confinement ? Une enquête

collective conduite dans différentes communes d'Île-de-France met en lumière les ressources qu'ils ont mobilisées pour faire face à la crise sanitaire.

► **Bien manger dans les quartiers populaires. La malbouffe est-elle l'apanage des zones défavorisées ?**

L'Agence des quartiers

Au fil des quartiers, n° 6, décembre 2020. 44 p.

Que mange-t-on vraiment dans nos quartiers et pourquoi ? Quels sont les mécanismes qui créent la précarité alimentaire ? Comment des familles réussissent le pari d'une alimentation saine à moindre coût ? Quelles innovations gastronomiques fleurissent dans ces territoires ? La rédaction de d' "Au fil des quartiers" livre son analyse sur les questions liées à l'égalité sociale et territoriale face à l'alimentation, avec une large place accordée aux expériences locales.

Territoires d'industrie

► **Réseaux d'entreprises dans les Territoires d'industrie : Vers des stratégies communes de croissance et d'innovation**

AdCF, Banque des territoires, France Clusters

Note d'analyse, Fiche action n° 4, décembre 2020. 42 p.

L'AdCF publie, avec le soutien de la Banque des Territoires, une quatrième note d'analyse des fiches actions des Territoires d'industrie centrée sur les coopérations et réseaux d'entreprises dans la consolidation des bassins industriels. Ces rapprochements, aux formes plurielles, permettent aux Territoires d'industrie de conforter leur croissance et mieux affronter la crise économique. A moyen long terme, ils laissent également entrevoir des opportunités de croissance, d'innovation et de décarbonation des activités industrielles. Une importance toute particulière est accordée aux enjeux d'innovation et de diffusion de l'industrie 4.0, qui concernent près d'un quart des fiches action déposées fin 2020, tout en étant au cœur de nombreux projets de coopération. La note est ainsi construite : Une première partie est consacrée aux dimensions immatérielles des coopérations inter-entreprises : formaliser un réseau, une identité, des échanges de pratiques. La seconde partie aborde quant à elle certains supports matériels de ces rapprochements : l'investissement innovant, le foncier et l'immobilier productifs, l'écologie industrielle.

Tourisme

► **Pourquoi il est temps de réinventer le tourisme**

Olivier Bessy

The Conversation, 11 janvier 2021

Si la crise actuelle représente une véritable menace pour l'économie touristique, elle est en même temps l'occasion rêvée d'une reproblématisation généralisée. Elle apparaît comme une réelle opportunité pour réfléchir sur le tourisme de demain, à condition de ne pas se contenter de discours, de « *greenwashing* » ou de recettes d'antan, mais de changer vraiment de cap. Il est donc évident que le tourisme doit se réinventer en privilégiant des formes plus douces, plus écologiques, plus humaines.

Transitions

► Développement social urbain et transition : compatibilités et coopérations ; tensions et frictions. Synthèse des rencontres du 26 novembre, 3 et 10 décembre 2020

Réseau DSU Grand-Est, décembre 2020. 16 p.

Le réseau des professionnel.les du DSU a récemment organisé 3 rencontres dédiées à l'articulation des politiques de transition et de développement social et territorial. Le chantier est en cours, immense. Il doit être à la hauteur des évolutions rendues nécessaires par la situation sociale du moment et de demain et par les dégradations environnementales amplifiées et accélérées chaque jour par nos modes de vie et de production. Pour les professionnel.les du DSU, ce chantier implique une évolution de l'ingénierie, une transformation des pratiques, dont un appui sur le pouvoir d'agir citoyen à (re)penser de fond en comble. Compte rendu de ces trois rencontres avec les témoignages et les échanges qui en ont émané, les pistes de réflexion et d'action qui en sont ressorti.

Urbain

► Comment la crise sanitaire a-t-elle bousculé la ville du travail ?

PUCA

Note d'analyses, n° 5, janvier 2021. 14 p.

La crise sanitaire a déclenché une "méta crise" du travail en affectant à la fois les modes de travail et les activités économiques tous secteurs confondus. Cette note propose de revenir sur les différentes transformations du travail, de ses spatialités et de montrer comment la recherche urbaine remet en question certains modèles urbains.

► Habitants, transformations urbaines et santé

Fabrique Territoires Santé, 2020. 56 p.

Un projet de transformation urbaine peut et devrait être une formidable opportunité d'améliorer le cadre de vie et par là-même d'agir en faveur de la santé des habitant-es. Pourtant, sur le terrain les collaborations entre urbanisme et santé sont encore embryonnaires. On constate que lorsqu'un projet de renouvellement urbain intègre les questions de santé, les réponses apportées reposent d'abord sur des outils techniques (choix des matériaux), méthodologiques (évaluations d'impact sur la santé) ou sur la construction de nouveaux équipements, notamment des maisons de santé. Au-delà des diagnostics, on répertorie encore peu de démarches intégrées, comme celles s'appuyant sur le concept d'urbanisme favorable à la santé. Comment passer de la (bonne) intention à la réalisation de projets urbains promoteurs de bien-être pour les habitant-es présent-es et futur-es ? Ce Dossier ressources nous invite à faire le point et mesurer le chemin qu'il reste à parcourir. Il est le fruit d'une réflexion collective du réseau de Fabrique Territoires Santé, alimentée par une analyse documentaire, une série de rencontres et interviews et une capitalisation d'actions locales menées entre juin 2019 et septembre 2020.

Villes moyennes

► Refaire partie de la carte : des villes moyennes entre rebond et stabilisation

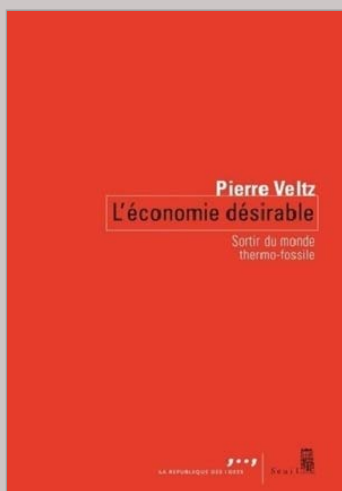
Chloé Voisin-Bormuth, La Fabrique de la Cité

Note, 18 décembre 2020. 24 p.

La 1ère édition des Rencontres des villes moyennes a mis en lumière le dynamisme des villes

moyennes, leur force d'innovation et de proposition pour faire face aux enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées. Donnant la parole aux habitants grâce à un sondage commandé aux instituts de sondage Katar et Potloc, elle a révélé l'appétence des Français pour ces espaces charnières qu'ils perçoivent bien plus à travers ce qu'ils offrent que ce dont ils sont privés. Ce tableau très favorable aux villes moyennes est toutefois à nuancer : il est également apparu une tension réelle concernant la capacité à agir des villes moyennes pour stabiliser les dynamiques au cœur de leur développement territorial.

A découvrir



► **L'économie désirable :
sortir du monde thermo-
fossile**

Pierre Veltz
Ed. Seuil - La République des
idées. Janvier 2021



► **Transition et
reconfiguration des
spatialités**

Christine Bouisset Sandrine
Vaucelle
Ed. Peter Lang. Déc. 2020



► **Urgence écologique :
l'économie en transition**

*Regards croisés sur
l'économie, n° 26*
Ed. La Découverte.
Décembre 2020

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner : [accès direct à l'encart d'inscription](#)**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2021 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)